

service de l'information (514) 286-2155, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5



# nouvelles csn

numéro 93

semaine du 18 au 24 novembre 1980



**NOUVEL EXÉCUTIF AU CONSEIL CENTRAL DE SHERBROOKE** — Suite au congrès du conseil central, voici le nouvel exécutif :

**président** : Marcel Descoteaux

**vice-président** : Georges Croteau

**secrétaire** : Jacques Lahaie

**trésorier** : Luc Lessard

**directeurs** : Jean-Marc Côté, Jacques Côté, Janvier Cliche.

\* \* \*

**LES PROPOSITIONS SYNDICALES ACCEPTÉES À L'AIDE JURIDIQUE** — Le 19 novembre, la partie patronale a accepté comme base de règlement les dernières propositions syndicales. Suite aux jours de débrayage, l'employeur n'a pu que constater la détermination des travailleurs de l'aide juridique. La lutte n'est cependant pas terminée, cette entente devant être approuvée par toutes les corporations ainsi que les ministres de la Justice et du Conseil du trésor.

\* \* \*

**NOUVEAU REJET DES OFFRES CHEZ BOMBARDIER** — Après dix semaines de lock-out à la division Rockland de Bombardier, à Kingsbury, les travailleurs ont voté à 90 % pour le rejet des dernières offres de la compagnie et la poursuite de leur lutte. La mésentente porte toujours sur les points suivants : contrats à forfait, temps supplémentaire, vacances et salaires.

Montréal, le 18 novembre 1980 — **LA CSN DÉNONCE LE TERRORISME DU LOCAL 31** — *Non contents de terroriser leurs propres membres pour les obliger à accepter des conditions de travail minables, les agents d'affaires de l'Union des employés d'hôtels, restaurants et commis de bars (local 31) en sont rendus à empêcher les travailleurs des autres centrales de se réunir en menaçant la direction d'un hôtel de tout casser si elle n'annule pas une réservation de salle pour ces travailleurs. C'est là une autre manifestation de la conception « pègreuse » du syndicalisme pratiqué par cette union américaine.*

C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui le vice-président de la CSN, Pierre Mercille, en apprenant que la direction de l'Hôtel Windsor, de Montréal, avait annulé un contrat de location pour une salle où devaient se réunir en fin de semaine des membres de la CSN.

Dûment signé le 10 novembre, le contrat stipule cependant qu'il peut être unilatéralement annulé par l'hôtel pour n'importe quelle raison. C'est ce que son directeur des réservations a fait trois jours plus tard, suite à des menaces avouées de « sortir sur la tête » par des agents d'affaires du local 31, dont sont membres les travailleurs et travailleuses du Windsor.

C'est devant de tels agissements qu'on comprend encore davantage pourquoi tant de travailleurs et travailleuses de l'hôtellerie nous pressent de les libérer du joug de cette union, ce sont d'ailleurs des employé/e/s du Windsor qui nous ont eux-mêmes informés que les agents d'affaires du local 31 avaient forcé la direction de l'hôtel à annuler ces réservations, a révélé M. Mercille.

La CSN a effectivement entrepris, il y a quelques semaines, une campagne d'information auprès des employé/e/s de huit hôtels montréalais qui sont légalement habilités à changer d'affiliation syndicale en janvier prochain.

Si l'on en croit les nombreux appels téléphoniques que nous recevons chaque jour, ces travailleurs et travailleuses pourront bientôt se fier sur un vrai syndicat, un syndicat qu'ils contrôleront eux-mêmes, pour enfin connaître des conditions de travail respectables. Il suffit qu'ils ne cèdent pas au terrorisme des agents d'affaires du local 31, comme l'ont fait avant eux des centaines d'employé/e/s du Méridien, du Hilton, des Auberges du gouverneur, du Sheraton Saint-Laurent, etc. C'est notre ferme intention de continuer à les soutenir et à les aider à se débarrasser de cette union américaine, probablement la plus corrompue du continent nord-américain a conclu le vice-président Mercille.

□ □ □



# L'agenda du mouvement

## novembre

- 20-22 **conseil central du sud-ouest** douzième congrès sous le thème **Unité, notre avenir**
- 20-23 **FNEQ** conseil fédéral, dans la région de Montréal
- 24-28 **FAS** conseil fédéral à Québec
- 29 **FRAPRU** fête de solidarité, à Montréal, sous le thème : Des quartiers où nous pourrions rester
- 29-30 **confédération des syndicats nationaux**. Poursuite du congrès régulier de mai dernier. À Québec.

## décembre

- 4-6 **FSMPC** bureau fédéral, à Montréal.
- 5-6 **condition féminine** réunion du comité de coordination de la condition féminine des conseils centraux. Les fédérations sont invitées à déléguer au moins une personne. À Montréal
- 5-6 **CSN comité de la condition féminine** réunion du comité de coordination au 1601, à Montréal, de 9h.30 à 17h
- 17 **comité inter-fédération** réunion régulière au 1601, à Montréal.

\*\*\*

### SESSIONS DE FORMATION POUR LES SALARIÉ-E-S CSN —

- 30 novembre - 5 décembre : session sur la négociation

Pour vous inscrire, vous devez communiquer avec Céline Brochu à **286-2224**

\*\*\*

### OCCUPATION DU BUREAU DU DÉPUTÉ MINISTRE DE DRUMMOND-VILLE —

Les 50 travailleurs de Space Color, touchés par une fermeture, ont occupé les bureaux du député-ministre péquiste Michel Clair le 17 novembre dernier pour lui faire connaître leurs revendications. Les propriétaires de l'usine, dans le but évident de se débarrasser du syndicat militant de Space Color, ont fermé l'usine puis déménagé l'équipement à leur autre usine de Drummondville, Venture, et ont engagé une cinquantaine de personnes dans le mois qui a suivi le déménagement. Les travailleurs de Space Color, quant à eux, veulent rester dans leur usine, un acheteur s'étant déjà manifesté.

\*\*\*

Montréal, le 19 novembre 1980 — **LA CSN RESPECTE LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE VICKERS CANADA** — Les 1000 travailleurs CSN de Vickers ont respecté l'entente intervenue avec l'exécutif des machinistes FTQ en grève et Hervé Savoie, l'agent d'affaires du local 987 (FTQ). Suite aux accusations portées plus tôt par l'agent Savoie, les syndiqués CSN ne comprennent pas cette remise en question d'une entente permettant aux travailleurs CSN de franchir les lignes de piquetage. L'entente intervenue dans le bureau de l'agent d'affaires, le 4 novembre 1980, stipulait que les travailleurs CSN franchiraient les lignes de piquetage durant la grève des 300 machinistes, mais qu'ils refuseraient toute demande de travail supplémentaire de la part de l'employeur. Cette entente entre les travailleurs a jusqu'à maintenant été respectée. En 1978, suite à la grève des travailleurs CSN, les machinistes ont obtenu de meilleures conditions salariales. Il est malheureux, à la lumière des accusations portées par l'agent d'affaires des machinistes de constater que les machinistes en grève n'ont pas été informés de l'entente intervenue avec les travailleurs CSN.

Les travailleurs et travailleuses d'hôpitaux de la région de Montréal sont indignés : **LES ADMINISTRATEURS D'HÔPITAUX PARLENT D'HUMANISATION DES SOINS POUR CAMOUFLER UNE SITUATION DÉPLORABLE**. Alors que dans la seule région de Montréal, plus de 20 000 personnes attendent une place pour être admises à l'hôpital, alors que les salles d'urgence sont encombrées au point de soulever l'indignation des journaux, on continue à couper dans le personnel et à transformer des emplois à temps plein en emplois à temps partiel, on continue à fermer des départements entiers pendant les mois d'été, on continue à ne pas remplacer les employés qui sont en congé.

Alors qu'on parle d'humanisation des soins, on centralise les cuisines, la buanderie, en sorte que les centres de décision sont de plus en plus éloignés des malades, et sont par conséquent moins sensibles à leurs besoins thérapeutiques et affectifs.

Cette centralisation des services, on va même jusqu'à la tenter dans les soins infirmiers eux-mêmes, par l'introduction du système PRN, qui vise à transformer le personnel de nursing en une immense équipe volante allant d'un département à l'autre et dont le programme de travail serait déterminé chaque jour par ordinateur et basé sur un minutage de chaque tâche.

Ce sont les mêmes arguments de réduction des coûts et d'augmentation de la productivité qu'on invoque pour réduire le personnel, pour transformer les emplois à temps plein en emplois à temps partiel, pour fermer des départements pendant l'été, ou pour ne pas remplacer les absences. C'est avec les mêmes arguments qu'on justifie des procédés répugnants comme par exemple le « car wash » des malades chroniques dépendants à l'Hôpital Notre-Dame...

Or, si nous intervenons publiquement, c'est pour souligner avec force que ces restrictions se font sur le dos des employés par une augmentation de leur charge de travail et au prix d'une détérioration des soins de santé.

Ce n'est pas dans les pratiques médicales abusives qu'on a coupé pour réduire le déficit des hôpitaux, bien que les médecins soient les premiers responsables de l'augmentation des coûts, selon l'étude de la région de l'assurance-maladie elle-même (1977). Ce n'est pas non plus dans l'appareillage électronique sophistiqué, dont l'utilité commence à être mise en question par le corps médical lui-même.

Non, c'est dans les conditions de travail des simples employés qu'on a coupé. Depuis un an, c'est au moins 5000 postes qu'on a abolis dans l'ensemble du réseau des affaires sociales ou les emplois à temps partiel atteignent maintenant la proportion incroyable de 40 %.



## la grève des journalistes à Radio-Canada

### La direction semble vouloir faire durer la grève

Depuis la fin octobre, les journalistes de Radio-Canada de Montréal, Québec et Rimouski sont en grève et risquent de le demeurer longtemps si l'attitude patronale ne change pas. Les négociations sont en effet rompues et ne semblent pas vouloir reprendre malgré le fait que les journalistes soient disponibles 24 heures par jour et sept jours par semaine. Radio-Canada ne veut absolument pas abandonner son attitude intransigeante, où il n'y a place que pour du statu quo et des reculs. Déjà un conciliateur et un commissaire-conciliateur sont passés dans le dossier, des rapports ont été rédigés et Radio-Canada n'a pas bougé. Les journalistes sont donc sortis en grève. Leurs conditions de travail et de salaire sont de loin inférieures à celles pratiquées dans les autres grands media d'information au Québec, notamment au niveau des vacances, de la semaine de travail et des salaires. Pour accentuer la pression, le syndicat des journalistes, le SGCT, a lancé un appel de boycottage de toute entrevue à Radio-Canada. Et comme dans tous les conflits, le syndicat a aussi besoin d'appuis financiers, que vous pouvez faire parvenir à l'adresse suivante : SGCT

B.P. 790, Succursale C,  
Montréal H2L 4L6.

□ □ □

### la situation dans le papier et la forêt

• **66 % DES GRÉVISTES D'ABITIBI PRICE NE VEULENT PAS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE** — Dans la seule journée du 20 novembre, plus de 66 % des grévistes d'Abitibi Price ont signé une pétition par laquelle ils réaffirmaient leur confiance à leur comité de négociation. En même temps, les grévistes ont attiré l'attention du public sur le rapport du Conseil régional de développement du Saguenay/Lac Saint-Jean, selon lequel les demandes des grévistes sont conformes à ce qui a été accepté à la Consol de la Baie. Un médiateur a été demandé dans le dossier par les grévistes.

• **LE CONSEIL CONFÉDÉRAL DE LA CSN MANIFESTENT DEVANT LES BUREAUX MONTRÉALAIS DE LA CIP** — Plus de 200 militants syndicaux, membres du conseil confédéral ou du conseil central de Montréal, ont manifesté, le 20 novembre, devant les bureaux montréalais de la CIP pour dénoncer les agissements de cette multinationale qui refuse de négocier avec ses travailleurs forestiers.

• **LES FORESTIERS DE LA DONOHUE REJETTENT LES DERNIÈRES OFFRES PATRONALES** — Les 200 forestiers de la Donohue de Saint-Félicien, à Girardville, ont rejeté par une majorité de 53 % les dernières offres de la compagnie. Leur grève, commencée le 14 août, se poursuit donc.

• **LES FORESTIERS DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC REJETTENT AUSSI LES OFFRES PATRONALES** — Les forestiers de Sainte-Brigitte de Laval ont rejeté les dernières offres de l'employeur à 75 %. Ils se sont déclarés non satisfaits tant en ce qui concerne les offres salariales que les clauses de bénéfices marginaux.

• **LE RETOUR AU TRAVAIL À LA SCIERIE DES OUTARDES** — Le retour au travail pour les forestiers de la scierie des Outardes est commencé depuis le 18 novembre. Les travailleurs ont jusqu'au 3 décembre pour être de retour au travail.

□ □ □

## AGENDA — détails

### 4-5 DÉCEMBRE : Session de formation sur le socialisme.

Organisée par le conseil central de Montréal, de 9-17 heures, au 1601, de Lorimier. La session s'articulera autour de deux thèmes, soit : *Le socialisme, un projet de société pour les travailleurs et travailleuses* et *Le Projet socialiste qui prend forme à la CSN*. On peut s'inscrire en téléphonant à 286-2005.

\* \* \*

### 6 DÉCEMBRE : Soirée de solidarité pour les forestiers.

Le syndicat des travailleurs en forêt de la Mauricie organise une soirée de solidarité au Lac Bouchette, sur la route de La Tuque au Lac Saint-Jean.

\* \* \*

### 4 DÉCEMBRE : Rencontres avec des syndicalistes d'ailleurs.

Un syndicaliste d'Afrique du Sud nous parlera de racisme et de lutte syndicale chez Ford. Au 1601, de Lorimier, de 18-21 heures.

\* \* \*

### OCCUPATION DU BUREAU DU DÉPUTÉ DE SOREL

— Une centaine de chômeurs de Marine ont forcé le député de Sorel, Maurice Martel, à venir les rencontrer pour discuter des mises à pied à Marine Industries et voir ce qui pourrait être fait pour forcer la Société générale de financement à maintenir les emplois. Malgré une promesse de brasser la SGF, le député s'en est tenu à son patinage habituel sur le rôle du gouvernement fédéral dans la construction navale.

\* \* \*

### GRÈVE DANS LE COMMERCE AU SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN

— Les 321 salarié/e/s de quatre unités d'accréditation ont déclenché la grève le 20 novembre dernier. Il s'agit des syndiqué/e/s regroupé/e/s dans les syndicats des employés de magasins de Chicoutimi, de commerce et de bureau du comté de Lapointe, de commerce Dolbeau-Mistassini et de commerce Roberval-Saint-Félicien.



Québec, le 19 novembre 1980 — **MANIFESTATION DES AGENTS DE LA PAIX DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE** — Les gardiens et gardiennes de prison du Québec ont manifesté devant l'assemblée nationale pour faire accélérer les démarches d'accréditation de leur syndicat autonome. Regroupant plus de 1500 surveillants et surveillantes en institutions pénales, l'Union des agents de la paix en institutions pénales tente depuis le mois d'août d'obtenir du ministère du Travail le statut syndical qui leur permettra de regrouper et de représenter l'ensemble de ces travailleurs et travailleuses. Organisée conjointement avec les agents de la paix des travaux publics, qui ont également déposé une requête en accréditation syndicale, la manifestation se veut une réponse à la lenteur du gouvernement à reconnaître la volonté de la majorité d'entre eux.

« Nous exigeons du gouvernement du Québec, affirme Raymond Pion le président du nouveau syndicat, dans une lettre qu'il entend remettre à tous les députés de l'assemblée nationale, une attention immédiate et une réponse dans les jours qui suivent. La nature particulière du travail effectué par les agents de la paix en institutions pénales du Québec mérite qu'on les écoute. »

□ □ □

## Au Guatemala, un peuple héroïque lutte contre un gouvernement criminel

Les informations que les media nous transmettent sur le Guatemala sont souvent macabres : massacres, tortures, assassinats, enlèvements, etc. Les victimes se retrouvent surtout parmi les paysans, les ouvriers, les intellectuels. La plupart de ces faits sont le résultat d'une opération très vaste déclanchée par les militaires et les hommes d'affaire qui s'appelle « Campagne des mille jours ». Cette campagne, amorcée mille jours avant les élections prévues pour le premier mars 1982, a pour objectif d'exterminer avant cette date toute opposition à la classe dominante. Ainsi, la supercherie électorale serait moins dénoncée et plus crédible... C'est à l'élimination d'opposants éventuels qu'on peut attribuer un grand nombre des assassinats commis par l'armée au pouvoir sous la couverture de groupes para militaires.

Malgré l'intensification de la terreur, les organisations populaires construisent leur unité et gagnent des victoires importantes. Les travailleurs de Coca Cola au Guatemala ont réussi à imposer le respect à cette multinationale en obtenant la reconnaissance et en signant un accord important le 10 septembre 1980. L'accord signé implique, entre autre, le changement de l'ancien propriétaire de la concession, l'indemnisation des familles des militants syndicaux assassinés pendant cette lutte et l'éviction des militaires et policiers des lieux de travail.

Le Front démocratique contre la répression (FDCR) qui regroupe les syndicats et organisations populaires, attribue cette victoire à la combativité des travailleurs de Coke et à la Solidarité internationale qui a permis un boycott efficace de Coke comme l'avait demandé le FDCR.

Ce Front démocratique contre la répression constitue l'expression la plus significative de l'unité du peuple. Il regroupe maintenant près de trois cents organisations populaires, syndicats et autres.

La détermination des paysans est aussi combative que celle des ouvriers. La répression que l'armée exerce contre eux a pour effet de les mobiliser davantage dans la lutte. Il y a bien quelques exceptions mais la tendance de la majorité est claire. Par exemple, le fait suivant est significatif : l'armée a séquestré le boulanger d'un petit village en l'accusant d'avoir vendu du pain aux guérilleros. Suite à ces représailles, 80 % de la population du village est passé à la montagne, c'est-à-dire que ces gens sont allés dans la clandestinité se former en vue de l'insurrection prochaine.

Pour le peuple, la victoire est certaine, mais les difficultés de la lutte sont grandes. Les sacrifices considérables qu'a à subir le peuple seront allégés d'autant plus que la victoire sera rapprochée. Et, nous pouvons contribuer à rapprocher cette issue en exigeant la condamnation et l'isolement du gouvernement criminel qui opprime le peuple guatémaltèque et *en boycottant le tourisme au Guatemala*. Nous pouvons aussi demander la reconnaissance du Front démocratique contre la répression comme représentant légitime du peuple. Ces actions de solidarité nous ont été proposées par des représentants du FDCR de passage ici en novembre 80. Ceux qui veulent participer à cette campagne de solidarité peuvent communiquer à Développement et Paix, 2111, rue Centre, Montréal, téléphone : 932-5136.

## NOUVELLES PUBLICATIONS À LA CSN

— **LES FORESTIERS, C'EST LE COEUR DU QUÉBEC QUI EST EN GRÈVE.** Une brochure que les forestiers en grève mettront en vente lors du congrès de la CSN. Pour appuyer ces travailleurs, les syndiqués en feront sûrement un best seller.

## LES FORESTIERS

AUTOMNE 1980



— **PANORAMA INTERNATIONAL.** — L'hebdomadaire du CISO nous entretient plus particulièrement, en ce mois de novembre, du Salvador, de la Pologne, des grèves chez Fiat ainsi que de la guerre irano-irakienne.

— **LES DROITS PARENTAUX, DES DROITS SYNDICAUX À EXERCER** — Le secteur public CSN publie son deuxième bulletin de liaison, qui porte cette fois sur les droits parentaux tels qu'ils ont été négociés lors du dernier front commun.